



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 197 du 7 mai 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	24,623	10 083	7 995	5 673	1 799
Cas/10 000 hab	24,07	18,00	14,81	10,31	49,97
Nombre de décès	3 040	506	209	255	10
Décès/10 000 hab	2,97	0,90	0,39	0,46	0,28
Décès/cas	12,35%	5,02%	2,61%	4,49%	0,56%

Chiffres du 7 mai 2020 à 17h

La Commission européenne a publié ses prévisions économiques de printemps. Le PIB devrait se contracter de 5% en Islande, 5,5% en Norvège, 5,9% au Danemark, 6,1% en Suède et 6,3% en Finlande en 2020. Le taux de chômage devrait significativement augmenter et atteindre 6,4% au Danemark, 7,1% en Norvège, 7,3% en Islande, 8,3% en Finlande et 9,7% en Suède. Les prévisions estiment que la dette publique devrait quant à elle connaître une forte hausse à 42,6% du PIB en Suède, 44,7% au Danemark, 46,7% en Norvège, 48,5% en Islande et 69,4% en Finlande.

	PIB			Inflation			Taux de chômage			Dette publique		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Finlande	1,0	-6,3	3,7	1,1	0,5	1,4	6,7	8,3	7,7	59,4	69,4	69,6
Suède	1,2	-6,1	4,3	1,7	0,4	1,1	6,8	9,7	9,3	35,1	42,6	42,5
Danemark	2,4	-5,9	5,1	0,7	0,3	1,3	5,0	6,4	5,7	33,2	44,7	44,6
Norvège	1,2	-5,5	3,0	2,3	0,3	1,5	3,5	7,1	5,5	40,6	46,7	43,2
Islande	1,9	-5,0	2,4	3,7	5,5	4,2	3,3	7,3	6,7	40,2	48,5	48,8
UE	1,5	-7,4	6,1	1,4	0,6	1,3	6,7	9,0	7,9	-	-	-

Source : European Economic Forecast, Printemps 2020, European Commission

Danemark

Lancement officiel de la construction du tunnel reliant le Danemark à l'Allemagne (Fehmarn Belt Link) au 1^{er} janvier 2021. D'après le ministre danois des Transports, cette nouvelle connexion ferroviaire permettra d'ouvrir une porte d'entrée sur l'Europe continentale et représentera un pas de plus vers le monde écologique de demain. Les travaux devraient générer d'importantes créations d'emplois et aider à la relance de l'économie sur l'île Lolland.

Les fonds de pension pâtiennent de l'effondrement des marchés financiers à la suite de la crise sanitaire et pétrolière. Le fonds de pension ATP présente un rendement négatif de 29,2 Mds DKK (3,9 Mds€) avant taxes pour le premier trimestre 2020. PFA, autre fonds de pension majeur, a lui aussi observé un rendement négatif de 33 Mds DKK (4,4 Mds€) durant les trois premiers mois de l'année après un rendement de 57,6 Mds DKK (7,7 Mds€) en 2019. Danica Pension subit une forte perte d'investissements, de l'ordre de 15,4%, alors que son profit est passé de 381 MDKK (51 M€) au T1 2019 à 22 MDKK (3 Mds€) au T1 2020.

Les réserves de la Banque nationale ont augmenté de 450,9 Mds DKK (60 Mds€) en avril, notamment grâce à l'emprunt à l'étranger de 80 Mds DKK (10,7 Mds€). Ces 80 Mds DKK doivent permettre de financer les régimes d'aides publiques. Le compte du gouvernement central a également crû de 40,5 Mds DKK (5,4 Mds€) malgré les liquidités injectées sur le marché pour lutter contre la crise.

Le Danemark pourra atteindre ses objectifs climatiques, mais les régimes d'aide proposés sont trop coûteux, selon l'évaluation par le Conseil du climat des 13 projets de « partenariats climatiques » sectoriels. Alors que ce dernier prône une taxe CO₂ (suivant le principe « pollueur-payeur »), les partenariats climatiques proposent plutôt des régimes d'aides ayant d'importantes conséquences budgétaires. Malgré ce désaccord, le Conseil considère comme pertinent le large spectre de solutions proposées, permettant d'atteindre l'objectif de 70% de réduction des émissions de GES fixé pour 2030. Son président appelle les entreprises à maintenir leurs préconisations, même si elles sont, à court terme, sous la pression de la crise covid-19.



Finlande

La société nationale des chemins de fer VR retenue pour l'opération des trains en banlieue proche d'Helsinki. Le conseil du HSL, l'organisme gestionnaire des transports en commun de l'agglomération d'Helsinki, a retenu VR pour l'opération des trains de banlieue proche d'Helsinki, suite au premier appel d'offres public pour le trafic ferroviaire de passagers en Finlande. VR reprend ainsi son rôle d'opérateur des trains de banlieue, activité qu'elle assure depuis toujours sans appel d'offres. Il s'agit d'un contrat de 400 M€ sur 10 ans qui entrera en vigueur fin juin 2021. L'appel d'offres permettra au HSL de faire des économies de 275 M€ sur la durée du nouveau contrat.

Plan de déconfinement : la Finlande a annoncé l'assouplissement progressif des restrictions en vigueur. Dès le 14 mai, l'ensemble des crèches, écoles primaires et collèges seront autorisés à rouvrir et à assurer un enseignement présentiel, et les activités de sport scolaire en plein air pourront reprendre. Les restrictions portant sur le trafic transfrontalier seront assouplies pour permettre les déplacements professionnels et impérieux à l'intérieur de l'espace Schengen, même si les voyages à titre personnel restent découragés. A compter du 1^{er} juin, les rassemblements de 50 personnes ou moins (contre 10 actuellement) seront autorisés, et l'ouverture progressive des établissements de restauration sera permise sous conditions, de même que la plupart des sites culturels et de loisirs : musées, théâtres, bibliothèques, piscines et autres installations sportives, etc. Les préconisations en matière de télétravail sont en revanche maintenues, tout comme les recommandations faites aux personnes de plus de 70 ans d'éviter autant que possible les contacts physiques. Les circonstances exceptionnelles et l'application de la loi sur l'état d'urgence qui en découle restent valables jusqu'à nouvel ordre.

L'État finlandais va souscrire à une partie de la recapitalisation de Finnair. La compagnie Finnair a annoncé une levée en capital de 500 M€ qui aura lieu lors de la prochaine assemblée des actionnaires en mai. Le comité interministériel de politique économique compte demander au Parlement une autorisation de rallonge budgétaire pouvant aller jusqu'à 700 M€ pour différentes formes d'aides à Finnair (garanties, prêts et recapitalisation). L'État finlandais, qui détient actuellement près de 56% du capital, est tenu par la loi d'en détenir au minimum 50%. Comme l'ensemble des compagnies aériennes, Finnair connaît de graves difficultés financières en lien avec la crise du coronavirus (baisse de 16% de ses résultats au T1 2020 par rapport à la même période l'année dernière et de plus de 15% du nombre de passagers). Les données du 2^{ème} trimestre seront encore plus dégradées puisqu'on estime que 90% de la flotte est actuellement clouée au sol.

Islande

Le gouvernement a annoncé 3 nouvelles mesures de soutien aux travailleurs et aux entreprises. Les entreprises qui ont perdu au moins 75% de leurs revenus recevront une aide pour acquitter une partie des coûts salariaux des employés pendant leurs préavis de licenciement. Cette aide, valable jusqu'au 30 septembre, pourra atteindre 633 000 ISK (4 374 €) par mois pendant trois mois, en plus des indemnités de congés payés. Un quart des entreprises islandaises seraient éligibles à cette aide. Les indemnités compensatoires pour les travailleurs à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 août. L'État compensera jusqu'à 75% des salaires jusqu'à la fin du mois de juin puis jusqu'à 50% des salaires jusqu'en août. Enfin, des règles simplifiées seront mises en place concernant la restructuration financière des entreprises. L'objectif de ces nouvelles mesures, qui devraient principalement bénéficier au secteur du tourisme, est de protéger les droits des travailleurs ainsi que de limiter les faillites d'entreprises, tout en renforçant la résilience de l'économie dans son ensemble.

35 entreprises ont licencié 3 730 personnes à la fin du mois d'avril, selon les chiffres de la Direction du travail. En plus des 2 140 personnes licenciées par Icelandair (soit environ 50% de ses employés), de nombreuses entreprises du secteur du tourisme ont annoncé le licenciement d'une partie, voire de la totalité de leurs effectifs. Deux des plus grandes compagnies de cars nationales, Gray Line et Kynnisferðir, ont respectivement licencié 107 et 150 personnes. L'agence de voyage Arctic Adventures a licencié tous ses employés, soit 152 personnes.

Pas de chasse à la baleine dans les eaux islandaises en 2020. Comme l'an dernier, la compagnie Hvalur, seule entreprise islandaise du secteur, a annoncé renoncer à la campagne de chasse au rorqual commun prévue cet été. Cette décision s'explique par la faiblesse du prix de la viande de baleine au Japon, principal marché d'exportation où la chasse à la baleine est subventionnée par l'État, ainsi que par le contexte de l'épidémie de covid-19. Cette chasse reste toutefois autorisée, le ministère islandais de l'Agriculture et de la Pêche ayant fixé des quotas annuels en février 2019 - 209 pour les rorquals communs et 217 pour les petits rorquals - valables jusqu'en 2023.

Nouvelle étape dans le développement des infrastructures de transports dans la région capitale. Bjarni Benediktsson, ministre des Finances et de l'Économie, a présenté un projet de loi sur la création d'une société anonyme, détenue à 75% par l'État et à 25% par des collectivités, responsable du financement et de la construction des infrastructures de transport dans la région de Reykjavik. Ce projet fait suite à l'accord conclu le 26 septembre 2019 entre l'État et les municipalités de la région capitale concernant les grands travaux de régénération des infrastructures de transports urbains pour les 15 prochaines années. Le coût des travaux est évalué à environ 120 Mds ISK (871 M€).



Norvège

Norwegian a présenté son plan de restructuration le 27 avril. La compagnie a demandé à ses créanciers de transformer 85% de sa dette en actions, et à ses actionnaires d'injecter du capital dans la société (400 M NOK d'émission, soit 36 M€). Le groupe a ainsi atteint l'exigence de fonds propres nécessaire à l'obtention de l'aide de crise de l'État à destination du secteur aérien. La compagnie a également dévoilé ses perspectives d'activité pour la sortie de la crise du coronavirus. Actuellement, seuls 7 des 158 avions de la compagnie sont en service, et Norwegian pourrait être contrainte de se séparer d'un tiers de sa flotte. En termes de trafic, les vols intérieurs sont maintenus, tandis qu'un retour à la normale est prévu pour 2021 pour les moyen-courriers, et pour 2022 pour les long-courriers.

La crise frappe de plein fouet les entreprises norvégiennes. Equinor (hydrocarbures) réduira ses dividendes de 67% par rapport à l'année dernière selon le PDG du groupe, Eldar Sætre. Le fabricant d'engrais Yara a enregistré des pertes de 117 M USD (108 M€) au premier trimestre, mais reste le cinquième plus grand groupe coté à la bourse d'Oslo. Enfin, le croisiériste Hurtigruten estime que 2020 sera la pire année de l'entreprise depuis sa création en 1890. De manière générale, depuis le début de l'année, 1 239 entreprises ont fait faillite en Norvège. 8 100 employés sont concernés, ce qui correspond à une augmentation de 40% par rapport à l'année dernière. 16% des 69 entreprises qui ont fait faillite la semaine du 20 avril sont des restaurants.

Le projet de câble électrique NorthConnect n'est pas abandonné. La proposition des partis du Progrès, du Centre, Socialiste de gauche et Rouge sur l'annulation du projet de construction du câble électrique NorthConnect entre l'Écosse et la Norvège a été rejetée au *Storting* (Parlement norvégien). La majorité a en revanche voté pour que l'État soit propriétaire et ait le monopole sur l'exploitation de tous les câbles électriques à l'avenir, contrairement à ce que NorthConnect prévoyait en faisant appel à des acteurs privés. Le projet pourrait ainsi voir le jour.

TechnipFMC Norvège supprimera 700 postes. En raison de la crise du coronavirus et de la baisse des cours du pétrole, TechnipFMC supprimera plus d'un emploi sur cinq sur ses sites en Norvège. L'entreprise d'ingénierie pétrolière et gazière prévoit une baisse de 30 à 50% de son activité dans les années à venir.

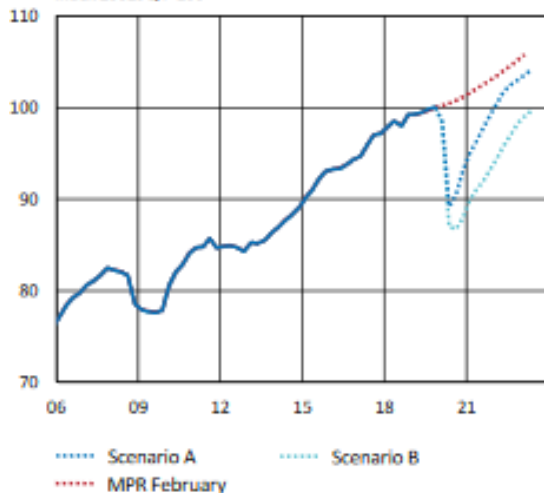
Nicolai Tangen, nouveau directeur du Fonds pétrolier, est dans la tourmente. Avant d'être nommé en mars pour reprendre la direction du Fonds pétrolier en septembre, l'homme d'affaires Nicolai Tangen avait convié de nombreuses personnalités politiques, économiques et judiciaires norvégiennes à un séminaire luxueux aux États-Unis en novembre dernier, parmi lesquelles Yngve Slyngstad, ancien directeur du Fonds pétrolier. Nicolai Tangen aurait déboursé plus de 160 000 NOK (14 400 €) par convive d'après le quotidien VG, et mis à disposition deux jets privés pour transporter de nombreux invités entre Oslo et Philadelphie. L'organe chargé de la surveillance de la Banque de Norvège remet en cause le respect des procédures lors de la nomination de Nicolai Tangen à la tête du Fonds souverain. Le quotidien *Dagbladet* rappelle que l'homme d'affaires a placé une partie de sa fortune dans des paradis fiscaux et interroge la compatibilité de telles pratiques avec la gestion du Fonds. La Banque de Norvège indique le 29 avril qu'elle n'avait pas informé le ministère des Finances des liens du futur directeur du Fonds pétrolier avec des paradis fiscaux et de son organisation du séminaire aux États-Unis pour de nombreuses personnalités norvégiennes, malgré la tenue de deux réunions concernant les candidats au poste de dirigeant du Fonds.

Suède

La Riksbank estime que la contraction du PIB devrait être comprise entre 6,9% et 9,7% en 2020. La banque centrale a publié son dernier *Monetary policy report* fin avril dernier, dans lequel elle publie de nouvelles prévisions macroéconomiques prenant en compte l'impact de la pandémie de coronavirus. Elle établit deux scénarios distincts : dans le premier, le PIB se contracterait de 6,9% en 2020, soit une récession plus sévère qu'anticipé dans les dernières prévisions du gouvernement et de *Konjunkturinstitutet*, avant une reprise de 4,6% en 2021 et avec un taux de chômage de 8,8% à la fin de cette année, sous l'hypothèse d'un redémarrage de l'activité économique au 3^{ème} trimestre 2020. Dans le second scénario, la récession atteindrait 9,7% cette année avant un léger rebond de 1,7% en 2021 et avec un taux de chômage de 10,1% fin 2020, dans le cas d'une reprise plus lente.

Le gouvernement a annoncé une nouvelle aide directe aux entreprises qui ont vu leur CA diminuer de 30% ou plus en mars et avril 2020 par rapport à mars et avril 2019. L'aide a vocation à couvrir des frais fixes, dans la limite de 150 MSEK (14 M€) par entreprise. Toutes les entreprises ayant réalisé au moins 250 000 SEK (23 429€) de CA annuel pourront se qualifier (une large majorité des PME pourra ainsi bénéficier de la mesure), indépendamment de leur secteur (sauf

Figure 3-15. GDP in Sweden
Index 2001Q4=100



Sources: Statistics Sweden and the Riksbank



La quinzaine nordique – 7 mai 2020 © DG Trésor

les entreprises concernées par une procédure de mise en faillite ou qui ne seraient pas en règle avec l'administration fiscale). Le coût de cette mesure pour l'État est estimé à 39 Mds SEK (3,7 Mds€).

Le gouvernement suédois annonce que la Suède rejoindra le projet important d'intérêt européen commun IPCEI pour le développement des batteries lithium (EurBatIn), aux côtés de la France et de 7 autres États membres. La Suède y allouera près de 4 M€ en 2020 sous la forme d'une aide d'État pour le laboratoire de recherche de Västerås de l'entreprise Northvolt qui construit actuellement la 1^{ère} Gigafactory européenne de batteries à Skellefteå.

L'indice PMI des directeurs d'achats continue de s'effondrer. De 52,7 en février à 43,2 en mars, il est tombé à **36,7 en avril**, son plus bas niveau depuis la crise financière de 2008.

Lena Sällgren, économiste en chef de Business Sweden, note un intérêt grandissant des entreprises pour la relocalisation des chaînes de production. Les entreprises dépendantes d'une chaîne d'approvisionnement mondiale rencontrent des problèmes majeurs depuis le début de la crise. S'il était auparavant avantageux de placer la production dans les pays à bas salaires, d'autres facteurs sont désormais apparus comme plus importants. Une chaîne plus courte aurait l'avantage de proposer des livraisons plus sûres, des expéditions plus rapides et un meilleur contrôle du respect des exigences environnementales. Lena Sällgren estime qu'une nouvelle dynamique pourrait voir le jour sur le marché européen, où les États Membres pourraient relocaliser une grande partie de la production de pointe.

SAS a annoncé que près de 5 000 de ses 10 500 salariés étaient concernés par des préavis de licenciement (1 900 en Suède, 1 300 en Norvège, 1 700 au Danemark). Le dispositif de réduction temps de travail proposé par le gouvernement s'est avéré insuffisant pour palier à la chute drastique de la demande. SAS bénéficie d'ores et déjà de 140 M€ de garanties suédoises, 130 M€ de la part de l'État norvégien et 140 M€ de l'État danois, soit un total de 410 M€. La ministre des Finances Magdalena Andersson a répondu dans la presse qu'elle n'envisageait pas de soutien supplémentaire à ce stade. Le secteur privé, en particulier la famille Wallenberg (3^{ème} actionnaire derrière les États suédois et danois), lui reproche de ne pas agir suffisamment pour protéger SAS et demande un nouvel apport de capital de l'État actionnaire comme l'a fait l'État finlandais pour Finnair. D'après le PDG Rickard Gustafson, le nombre de licenciements pourrait être amené à diminuer si la situation s'améliore. Il a confirmé que certains vols vers les grandes villes d'Europe comme Londres, Paris et Bruxelles pourront être rétablis au début de l'été 2020.

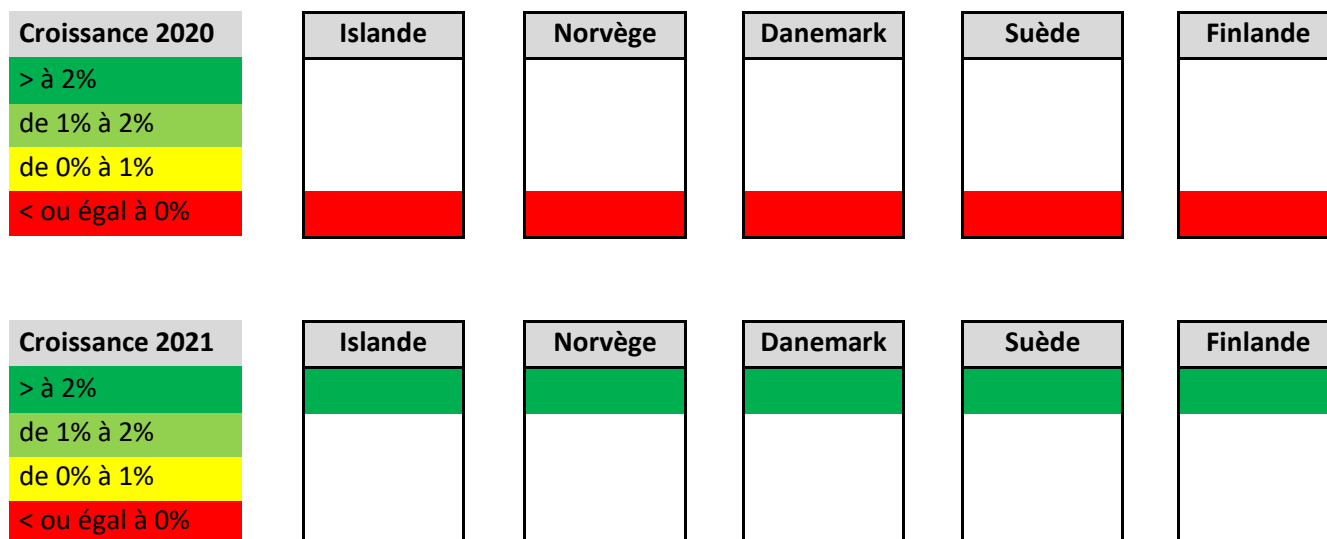
La compagnie Ryanair dépose une plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne contre les aides suédoises au secteur aérien. Le gouvernement suédois avait annoncé le 19 mars un soutien aux acteurs du secteur aérien possédant une licence suédoise pour des opérations commerciales et dont l'activité principale ou le siège social était situé en Suède au 1^{er} janvier 2020. Ryanair, qui opère en Suède mais dont le siège social se trouve en Irlande, clame que ce type de dispositif discriminatoire est incompatible avec la réglementation de l'UE, et demande l'annulation du feu vert donné par la Commission. Dans un communiqué, la compagnie dit également réfléchir à contester une décision similaire du Danemark pour SAS et le soutien français au groupe Air France-KLM.

Le fonds activiste Cevian Capital réduit ses parts au capital d'Ericsson de 8,4% à 7,4%, après avoir vendu 34 millions d'actions, évaluées à 2,8 M SEK (260 000€). Cevian Capital se déclare "peu satisfait" des développements d'Ericsson en 2019, et désireux de ré-ajuster son portefeuille.



La quinzaine nordique – 7 mai 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 5).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	1,5	1,4	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,0	3,5	-	-
Banque centrale	1,7	1,6	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	-6,9	4,6	-2,4 à -4,8	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à - 5,5	-	-1 à -5	1,1	-5,5	4,7	-3,2	3,5	1,7	2,7
Commission*	-5,9	5,1	-6,3	3,7	-5,5	3,0	-6,1	4,3	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	-6,5	5,0	-	-
Nordea	1,5	1,5	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	1,4	1,4	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (novembre 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration


2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-7 à -9	-1 à -3	-7,2	-4,0	7,6	-	-3,8	-1,4	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	40,5	42	69,1	71,5	-	-	39,9	38,3	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,3	0,5	1,4	0,3	1,5	0,4	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2019)

** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2019)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

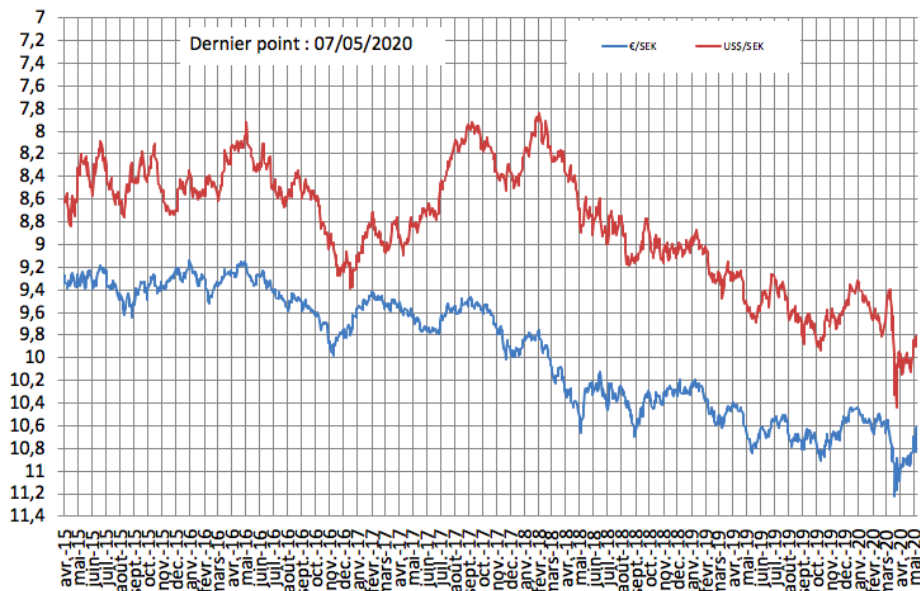
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

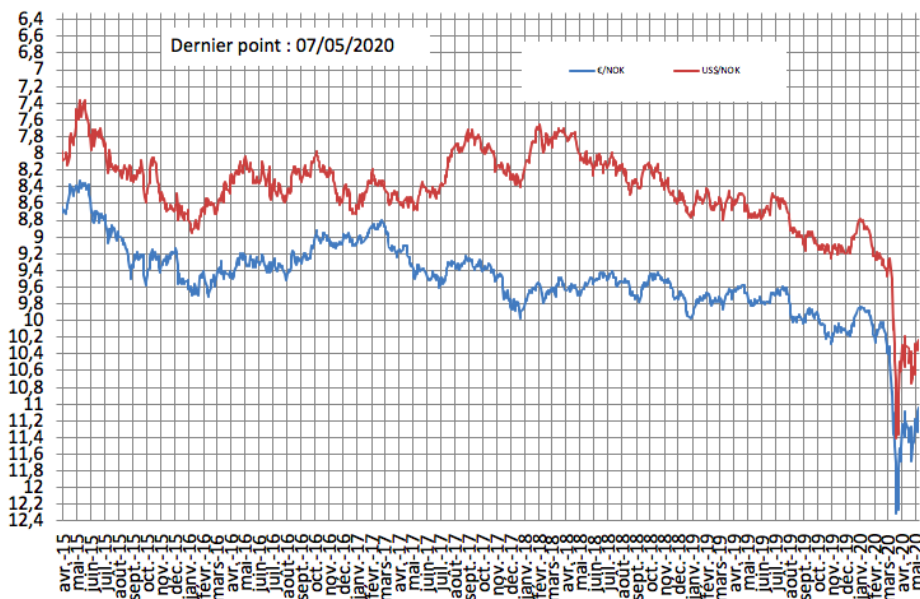


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).